

encore. Il ne s'agissait que de ne pas se tromper dans l'attitude à prendre en face de la nouvelle mesure : tout l'avenir était là.

La nouvelle constitution devant être un gouvernement de partis, les deux provinces devraient nécessairement se retrouver chacune dans le parlement uni avec ses vieilles divisions intestines, ses mêmes intérêts contradictoires, et ses mêmes chefs ; or, il était impossible d'espérer que toutes ces ambitions allaient se taire, que les partis allaient faire trêve et se confédérer pour écraser une population dont l'importance numérique cessait d'être comme par le passé un sujet de frayeur. Ce n'était donc pas là le danger à craindre ; au contraire, ce que nous avions le plus à redouter c'était l'isolement ; c'était de tomber dans l'insignifiance, c'était de ne pouvoir arriver à prendre notre place dans les deux camps qui allaient se former, et de nous voir sans influence aucune. Il était donc de la dernière importance pour sauvegarder nos droits de rechercher des alliés :—nous voulions la liberté, nous la voulions pour nous comme pour les autres, nous la voulions surtout comme base du gouvernement nouveau : ce fut le programme commun que M. LaFontaine alla proposer au parti réformiste du Haut-Canada.

Dieu voulut qu'il se soit trouvé là un homme pour étreindre la main qu'un peuple qui veut être libre lui tendait, un homme aux vues larges, aux conceptions libérales, à l'esprit vierge de préjugés, au cœur honnête et bon : cet homme s'appelait M. Robert Baldwin, *the honest Robert*, comme le désignaient ses amis. Déjà connu de M. LaFontaine par sa position de chef du parti libéral du Haut-Canada et par une magnifique lettre qu'il avait écrite sur les principes du gouvernement représentatif ou responsable, ce fut à lui que s'adressa le messager du Bas-Canada.

Le *Herald* de Montréal eut beau faire ainsi que ses confrères de la presse tory du Haut-Canada, il ne pouvait pas empêcher les Canadiens de se chercher des alliés, ni les hommes de patriotisme et de génie de s'entendre pour conquérir la liberté pour tous. Le contrôle des actes de la vie privée leur échappait dorénavant, et ils dûrent trembler pour le succès de leur plan lorsqu'ils apprirent quelques mois après, que M. Baldwin était descendu à Montréal et avait eu des entrevues avec M. D. B. Viger. Et de fait, cette alliance sauvait le Bas-Canada, en lui assurant désormais un rôle et une importance dans la législature-unie.

Le gouverneur Thompson, qui ne pouvait rester insensible à ces signes manifestes d'opposition, essaya d'en rompre les commencements en faisant miroiter aux yeux de M. LaFontaine de l'or et des dignités. Ce moyen, dont se servent toujours avec succès ceux qui veulent enchaîner la liberté des peuples qui n'en sont pas dignes, échoua complètement : Son Excellence vit qu'elle s'était trompée d'adresse et que la résistance qu'allaient rencontrer ses projets serait plus formidable qu'elle l'avait d'abord cru. L'avenir se chargea de lui prouver combien est difficile la tâche de ceux qui